

MÉMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

DES

Großherzogthums Luxemburg.

Mardi, 12 juin 1894.

N^o 30.

Dinſtag, 12. Juni 1894.

Arrêté grand-ducal du 9 juin 1894, portant règlement pour l'examen de maturité des études gymnasiales.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'art. 19 de la loi du 23 juillet 1848, sur l'enseignement supérieur et moyen, ainsi que la loi du 27 juin 1891, concernant la transformation du progymnase de Diekirch en gymnase ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. L'examen de maturité prévu par l'art. 19 de la loi du 23 juillet 1848 a lieu, à la fin de l'année scolaire, devant une seule et même commission, à Luxembourg pour les élèves qui ont terminé leurs études gymnasiales à l'Athénée, et à Diekirch pour ceux qui ont terminé ces mêmes études au gymnase de cette ville.

Les élèves qui n'ont pas fait leurs études à l'un de ces deux établissements, peuvent également être admis au même examen s'ils justifient, par certificats, qu'ils ont suivi régulièrement et avec assiduité l'enseignement des matières faisant l'objet du programme de cet examen. L'établissement où ils seront appelés à subir l'examen, sera désigné par le Gouvernement.

Art. 2. La commission d'examen, qui est nommée chaque année par le Gouvernement, se

Groß. Beschluß vom 9. Juni 1894, wodurch die Reifeprüfung für Gymnasialstudien geregelt wird.

Wir **Adolph**, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Einsicht des Art. 19 des Gesetzes vom 23. Juli 1848, über das höhere und mittlere Unterrichtswesen, sowie des Gesetzes vom 27. Juni 1891, die Umwandlung des Diekircher Progymnasiums in ein Gymnasium betreffend ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Auf den Bericht Unseres General-Directors der Finanzen, und nach Berathung der Regierung im Conseil ;

Haben beschlossen und beschließen :

Art. 1. Die durch Art. 19 des Gesetzes vom 23. Juli 1848 vorgeordnete Reife-Prüfung findet am Schlusse des Schuljahres vor einer und derselben Commission statt, zu Luxemburg für die Schüler, welche ihre Gymnasialstudien am Athénäum, und zu Diekirch für diejenigen, welche ihre Gymnasialstudien an der dortigen Anstalt absolvirt haben.

Diejenigen Schüler, welche keiner der vorbenannten Anstalten angehört haben, können ebenfalls zur Reifeprüfung zugelassen werden, wenn sie durch Zeugnisse den Nachweis erbringen, daß sie in den Prüfungsgegenständen Unterricht erhalten und denselben mit Fleiß und Pünktlichkeit befolgt haben.

Art. 2. Die Prüfungscommission wird alljährlich durch die Regierung ernannt und besteht

compose d'un commissaire du Gouvernement, comme président, et de six membres, dont quatre sont choisis, en nombre égal, parmi le personnel enseignant du gymnase de l'Athénée et du gymnase de Diekirch.

Il est nommé en outre quatre membres suppléants.

La commission désigne son secrétaire parmi ses membres.

Art. 3. Le Gouvernement fixe en même temps le jour de l'ouverture et celui de la clôture de la session, ainsi que la date à laquelle les demandes d'admission devront lui être parvenues.

Ces demandes, en ce qui concerne les élèves qui ont terminé leurs études gymnasiales à l'un des deux établissements du pays, sont transmises au Gouvernement par l'intermédiaire du directeur de l'établissement respectif, qui certifie si les élèves ont suivi régulièrement et avec assiduité les cours de la 1^{re} gymnasiale.

Quant aux élèves qui n'y ont pas fait leurs études, ils adresseront leur demande directement au Gouvernement, appuyée des certificats prévus au § 2 de l'art. 1^{er} ci-dessus.

La commission décide, sans aucun recours, si les conditions d'admissibilité des élèves sont remplies.

Il n'y aura pas de session extraordinaire.

Art. 4. Le programme de l'examen comprend . la doctrine chrétienne ; les langues allemande, française, latine et grecque ; les mathématiques ; l'histoire ; la géographie ; la physique et la chimie.

Quant à la doctrine chrétienne, les mathématiques, l'histoire, la géographie, la physique et la chimie, l'examen ne porte que sur le programme de la classe où ces branches ont été enseignées en dernier lieu.

L'examen comprend des épreuves écrites et des épreuves orales sur toutes les branches du programme.

Les épreuves écrites précèdent les épreuves orales.

aus einem Regierungscommissar, als Vorsitzendem, und aus sechs Mitgliedern, von welchen zwei dem Professoren-Collegium des Gymnasiums in Luxemburg und zwei demjenigen des Gymnasiums in Diekirch angehören.

Es werden außerdem noch vier stellvertretende Mitglieder ernannt.

Die Commission erwählt den Schriftführer unter ihren Mitgliedern.

Art. 3. Die Regierung bestimmt ferner den Tag der Eröffnung und den Tag der Schließung der Prüfungssession, sowie den Termin, innerhalb dessen die Meldungen zur Reifeprüfung eingehen müssen.

Die Meldungen derjenigen Schüler, welche ihre Gymnasialstudien an einer der beiden inländischen Anstalten absolviert haben, werden der Regierung durch Vermittelung des betreffenden Directors zugestellt ; derselbe hat ein Zeugniß darüber auszufertigen, ob die Schüler den Unterricht auf 1^{er} mit Fleiß und Pünktlichkeit befolgt haben.

Diejenigen Schüler, welche keiner der vorbenannten Anstalten angehören, haben der Regierung ihre Meldung direkt und unter Beibringung der in Art. 1, § 2 vorgesehenen Zeugnisse zu übermitteln.

Die Commission entscheidet, ob die für die Reifeprüfung geltenden Erfordernisse erfüllt sind; ihre Entscheidung ist nicht recursfähig.

Eine außerordentliche Session findet nicht statt.

Art. 4. Die Reifeprüfung erstreckt sich auf folgende Gegenstände: Religionslehre; deutsche, französische, lateinische und griechische Sprache; Mathematik; Geschichte; Geographie; Physik und Chemie.

In der Religionslehre, Mathematik, Geschichte, Geographie, Physik und Chemie werden die Schüler bloß über das Pensum der Klasse geprüft, in welcher in diesen Gegenständen zuletzt Unterricht erteilt worden ist.

Die Prüfung ist schriftlich und mündlich und umfaßt sämtliche Prüfungsgegenstände.

Die schriftliche Prüfung findet vor der mündlichen statt.

Art. 5. Les épreuves écrites ont lieu simultanément au gymnase de l'Athénée et respectivement à celui de Diekirch, les mêmes jours et aux mêmes heures.

Elles sont communes à tous les élèves du même établissement et la durée en est fixée par le Gouvernement pour chaque branche.

L'élève qui, sans excuse jugée valable par la commission, ne répond pas à l'appel de son nom, au moment de l'ouverture de l'examen écrit, est renvoyé à la prochaine session.

Art. 6. Les sujets des rédactions allemande et française sont choisis de préférence dans les ouvrages classiques, anciens ou modernes, inscrits au programme des deux dernières classes. Ne sont pas admissibles les sujets qui ont fait l'objet de devoirs à domicile imposés à ces élèves dans ces mêmes classes.

Les épreuves sont rédigées dans la langue dans laquelle sont enseignées les branches respectives.

Les compositions dans les différentes branches sont appréciées par rapport au fond et par rapport à la forme; les appréciations concernant la forme, pour autant que les compositions s'y prêtent, entrent en ligne de compte dans l'appréciation de la connaissance des langues allemande et française.

Art. 7. La commission désigne deux examinateurs pour chaque branche; ceux-ci soumettent, pour les branches qui leur ont été attribuées, à la commission d'examen, en réunion plénière, des questions à poser à l'examen écrit. Ces questions arrêtées en nombre double, sont soumises au choix du président.

Celui-ci transmet les questions choisies aux directeurs des deux établissements, sous pli cacheté et pour chaque branche séparément; les plis ne sont ouverts qu'en présence des élèves et au moment même où il leur est donné lecture des questions.

Art. 5. Zur schriftlichen Prüfung wird gleichzeitig am Gymnasium zu Luxemburg und am Gymnasium zu Diekirch, an denselben Tagen und zu derselben Stunde geschritten.

Dieselbe ist für alle Schüler derselben Anstalt gemeinschaftlich; ihre Dauer wird für jedes Fach durch einen Regierungsbeschluß bestimmt.

Derjenige Schüler, welcher bei Eröffnung der schriftlichen Prüfung auf seinen Namensanruf nicht erscheint, ist auf die nächstfolgende Session ausgesetzt, falls nicht ein von der Commission als gültig erachteter Verhinderungsgrund vorliegt.

Art. 6. Die Themata des deutschen und französischen Aufsatzes sollen vorzugsweise aus den auf II^a und I^a gelese- nen alten oder modernen Klassikern geschöpft werden. Ungültig sind diejenigen Themata, welche die Schüler in diesen Klassen bereits als schriftliche Hausarbeiten behandelt haben.

Die Prüfungsarbeiten sind in der Sprache abzufassen, in welcher in dem betreffenden Fache unterrichtet wird.

Die Prüfungen in den verschiedenen Fächern werden in Bezug auf Inhalt und in Bezug auf Form beurtheilt. Die Cen- surnoten für die Form werden, soweit thunlich, bei der Beurtheilung der Leistungen in der deutschen, bezw. französischen Sprache berücksichtigt.

Art. 7. Für jeden Prüfungsgegenstand werden zwei Examinatoren bezeichnet, welche in der Commissionsitzung Vorschläge bezüglich der in ihren resp. Fächern schriftlich zu bearbeitenden Aufgaben einzubringen haben. Der Vorsitzende hat die Wahl zwischen zwei von der Commission vorgelegten Vorschlägen.

Die aufzugebenden Themata werden den Directoren der beiden Anstalten für jeden einzelnen Prüfungsgegenstand unter besonderem versiegeltem Verschuß durch den Regierungskommissar zuge- stellt; das Siegel wird im Beisein der Schüler und zwar unmittelbar vor Verlesung des Thema- es erbrochen.

Les réponses doivent être écrites sur des feuilles à entête parafées par le président de la commission ou par le membre désigné par lui.

Art. 8. Durant l'épreuve écrite, les élèves sont constamment surveillés par deux membres au moins de la commission.

Les élèves ne peuvent avoir aucune communication avec le dehors ou entre eux, sous peine d'exclusion; il leur est interdit d'apporter aucun cahier, aucune note, aucun livre autres que ceux qui auront été autorisés.

En cas de contravention de la part d'un élève, la commission prononce, sans aucun recours, la nullité de l'épreuve, ce qui implique le renvoi à la prochaine session.

Les élèves sont prévenus, dès l'ouverture de l'examen, des suites que pourrait avoir pour eux toute fraude ou toute tentative de fraude.

Art. 9. L'élève qui n'a pas terminé son travail dans le délai fixé, le remet inachevé, avec le brouillon.

Les compositions sont remises aux examinateurs spécialement désignés pour chaque branche, dans l'ordre préalablement arrêté par le président; elles sont corrigées et appréciées par chacun d'eux; les fautes sont marquées en marge à l'encre rouge.

Art. 10. Après la clôture des épreuves écrites et avant l'ouverture des épreuves orales, la commission se réunit pour désigner les élèves qui, eu égard au résultat des épreuves écrites et aux chiffres trimestriels de la dernière année scolaire, ne sont pas admissibles aux épreuves orales, de même que ceux qui sont à dispenser de ces épreuves, soit dans toutes les branches, soit dans l'une ou l'autre seulement.

Les élèves qui ont obtenu aux épreuves écrites ou bien à la fin de l'un des deux derniers trimestres de la dernière année scolaire, un chiffre insuffisant dans l'une ou l'autre branche, ne peuvent être dispensés de l'épreuve orale dans cette branche.

Die Prüfungsarbeiten dürfen nur auf amtliches vom Vorsitzenden oder dem von ihm bezeichneten Commissionsmitgliede paraphirtes Papier niedergeschrieben werden.

Art. 8. Während der schriftlichen Prüfung werden die Schüler ununterbrochen von wenigstens zwei Commissionsmitgliedern überwacht.

Den Schülern ist jeder Verkehr unter sich und nach außen unter Strafe des Ausschlusses von der weitem Prüfung untersagt; Hefte, Notizen, Bücher, welche nicht als zulässig erklärt worden sind, dürfen zur Prüfung nicht mitgebracht werden.

Im Uebertretungsfalle spricht die Commission die Nichtigkeit der Prüfung aus, was die Aussetzung des betreffenden Schülers bis zur nächsten Prüfungssession zur Folge hat; die Entscheidung der Commission ist nicht rekursfähig.

Bei Beginn der Prüfung werden die Schüler über die etwaigen Folgen jeder Täuschung oder jedes Täuschungsversuches verständigt.

Art. 9. Der Schüler, der seine Arbeit nicht innerhalb der festgesetzten Frist hat beenden können, gibt dieselbe sammt dem Entwurf unvollendet ab.

Die Prüfungsarbeiten werden den mit der Prüfung im resp. Fache betrauten Commissionsmitgliedern in der vom Vorsitzenden bestimmten Ordnung zugestellt; sie werden von beiden durchgesehen und censirt. Die Fehler sind mit rother Dinte anzustreichen und am Rande zu vermerken.

Art. 10. Nach Beendigung der schriftlichen und vor Eröffnung der mündlichen Prüfung tritt die Commission zusammen, um diejenigen Schüler zu bezeichnen, welche auf Grund des Ergebnisses der schriftlichen Prüfung und der in den vierteljährigen Censuren festgestellten Leistungen des letzten Schuljahres zur mündlichen Prüfung nicht zuzulassen oder entweder in allen oder in dem einen oder andern Fache von der mündlichen Prüfung zu dispensiren sind.

Denjenigen Schülern, welchen in der schriftlichen Prüfung oder am Schlusse eines der zwei letzten Trimester des letzten Schuljahres in dem einen oder andern Fach das Prädikat „Unge-nügend“ zuerkannt worden, ist die mündliche Prüfung in dem betreffenden Fache nicht zu erlassen.

Art. 11. L'épreuve orale a lieu, à Luxembourg pour les élèves de l'athénée, et à Diekirch pour ceux de cet établissement, devant la commission réunie au complet.

Toutefois, si les élèves d'un établissement sont par trop nombreux, les examinateurs peuvent se diviser en groupes opérant simultanément.

La manière de s'exprimer de l'élève à l'épreuve orale peut également fournir un élément d'appréciation de la connaissance des langues allemande et française.

Art. 12. Les épreuves orales terminées, la commission se réunit pour statuer, par un vote à émettre sur chaque élève, si, oui ou non, il possède la maturité intellectuelle requise pour pouvoir suivre avec fruit les cours d'enseignement supérieur.

La décision de la commission, qui est sans recours, se base sur le résultat de l'examen ainsi que sur l'appréciation trimestrielle des professeurs dans le courant de la dernière année où ces branches ont été enseignées.

Si le résultat général est insuffisant, en ce sens que l'élève ne saurait, de l'avis de la commission, jusqu'à la fin de la session, compléter ses connaissances de façon à pouvoir suivre avec fruit les cours d'enseignement supérieur, il y a lieu de prononcer le rejet; dans l'affirmative, il peut être procédé à l'ajournement jusqu'à la fin de la session, dans les branches dans lesquelles l'élève a été jugé trop faible.

L'élève rejeté ne pourra se représenter que dans une prochaine session.

Art. 13. La commission prend ses décisions à la majorité des voix.

Nul ne peut, en qualité de membre de la commission, prendre part à l'examen d'un de ses parents ou alliés jusque et y compris le quatrième degré.

Art. 14. L'appréciation du résultat des différentes épreuves se traduit par des chiffres, con-

Art. 11. Die mündliche Prüfung findet zu Luxemburg für die Schüler des Athenäums, zu Diekirch für diejenigen der dortigen Anstalt vor der vereinigten Commission statt.

Ist an einer Anstalt die Zahl der zu prüfenden Schüler zu groß, so dürfen die Examinatoren sich bei der Prüfung in gleichzeitig operirende Gruppen vertheilen.

Die Fertigkeit in richtiger Darstellung beim mündlichen Gebrauch der Sprache kann einen weiteren Faktor für die Beurtheilung der Leistungen im Deutschen bezw. Französischen abgeben.

Art. 12. Nach Beendigung der mündlichen Prüfung tritt die Commission zusammen, um durch ein Votum über jeden Schüler zu entscheiden, ob derselbe die zu höheren Studien erforderliche Geistesreife besitzt.

Der Beschluß der Commission, welcher nicht rekurrsfähig ist, gründet sich auf das Resultat der Gesamtprüfung sowie auf das Ergebnis der vierteljährigen Leistungen während des Schuljahres, in welchem in den betreffenden Fächern zuletzt Unterricht erteilt worden ist.

Ist das Gesamtergebnis derart ungenügend, daß nach dem Urtheil der Commission der Schüler bis zu Schluß der Prüfungssession die ihm mangelnden Kenntnisse nicht zu ersetzen, und sich so zu höheren Studien zu befähigen vermag, so ist die Prüfung als nicht bestanden zu betrachten; andern Falls wird der Schüler in den Fächern, in welchen er als ungenügend vorbereitet befunden worden ist, bis zum Schluß der Session ausgesetzt.

Der nicht entlassene Schüler darf sich erst in einer spätern Session wieder zur Prüfung stellen.

Art. 13. Die Prüfungs-Commission entscheidet durch Mehrheitsbeschluß.

An der Prüfung eines bis zum vierten Grade einschließlich verwandten oder verschwägerten Schülers darf ein Commissionsmitglied sich nicht betheiligen.

Art. 14. Das Ergebnis der verschiedenen Prüfungen wird durch Noten, gemäß der zur Bezeich-

formément à l'échelle adoptée pour l'appréciation trimestrielle des progrès des élèves.

Art. 15. Il est délivré aux élèves qui ont été reconnus capables de suivre avec fruit l'enseignement supérieur, un certificat de maturité dans la formule suivante :

« La Commission instituée par arrêté ministériel du à l'effet de procéder à l'examen de maturité des études humanitaires pour l'année scolaire 18 . . à 18 . . ;
 » Vu le résultat de l'examen de M.
 » Vu le à ;
 » Attendu que M. a répondu d'une manière satisfaisante — avec distinction — avec grande distinction ;
 » Constate que M. possède les connaissances requises pour suivre avec fruit les cours d'enseignement supérieur. »

Les certificats sont signés par tous les membres de la commission et revêtus du visa du Gouvernement ainsi que du sceau officiel.

Art. 16. La commission dresse un procès-verbal de toutes ses opérations et le transmet au Gouvernement.

Les réponses écrites sont conservées aux archives de l'établissement respectif.

Les membres de la commission sont tenus de garder le secret des délibérations.

Art. 17. Chaque membre de la commission a droit à une indemnité de 100 francs pour les opérations de la session, en dehors des frais de route et de séjour qui sont liquidés conformément au règlement du 3 mai 1869.

Art. 18. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Walferdange, le 9 juin 1894.

Le Directeur général
des finances,
M. MONGENAST.

ADOLPHE.

nung der trimestriellen Fortschritte angenommenen Scala ausgedrückt.

Art. 15. Die Commission stellt den zu höheren Studien reif befundenen Schülern ein Zeugnis folgenden Inhalts aus :

„Die durch Regierungsbeschluß vom mit der Abhaltung der Gymnasial-Reifeprüfung für das Schuljahr 18 . . bis 18 . . beauftragte Commission ;
 „In Anbetracht des Ergebnisses der Prüfung des Hrn. . . . , geboren den zu ;
 „In Erwägung, daß Hr. . . . die Prüfung in genügender Weise (oder mit Auszeichnung, mit großer Auszeichnung) bestanden hat ;
 Stellt fest, daß Hr. die zu höheren Studien erforderliche Geistesreife besitzt.

Die Zeugnisse werden von allen Mitgliedern der Prüfungscommission unterzeichnet und mit dem Visa der Regierung und dem officiellen Stempel versehen.

Art. 16. Die Commission nimmt ein Protokoll über den Prüfungsgang auf und stellt der Regierung dasselbe zu.

Die schriftlichen Prüfungsarbeiten werden im Archiv der betreffenden Anstalt aufbewahrt.

Auf sämtliche Verhandlungen der Prüfungscommission erstreckt sich für die Mitglieder derselben die Pflicht der Amtsverschwiegenheit.

Art. 17. Jedes Mitglied der Commission hat Anrecht auf eine Vergütung von 100 Franken, unbeschadet der Reise- und Aufenthaltsdiäten, welche gemäß dem Königl. Groß. Beschluß vom 3. Mai 1869 zu verrechnen sind.

Art. 18. Unser General-Director der Finanzen ist mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Walferdingen, den 9. Juni 1894.

Der General-Director
der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Adolph.

Arrêté du 12 juin 1894, prescrivant un recensement du bétail.

LE MINISTRE D'ÉTAT, PRÉSIDENT
DU GOUVERNEMENT ;

Vu l'art. 63 du règlement du 14 décembre 1861, pour l'amélioration de la race des chevaux, de la race des bêtes à cornes et de celle des porcs ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Un recensement général du bétail aura lieu, du 1^{er} au 10 juillet prochain, dans chaque commune du pays, par les soins du collège des bourgmestre et échevins. Des formulaires imprimés leur seront transmis à cette fin.

Art. 2. Les autorités communales ne pourront charger du dit recensement que des personnes capables de fournir un travail exact ; elles leur enjoindront de se rendre dans chaque maison pour recueillir les renseignements au domicile même des propriétaires de bétail.

Art. 3. Il sera dressé dans chaque commune un état nominatif des propriétaires de bétail indiquant pour chacun d'eux le nombre des têtes de bestiaux de chaque catégorie qu'il possède, et un second état présentant le résumé du premier et contenant les mêmes renseignements par section de commune.

Ce dernier état sera établi en double exemplaire et les administrations communales tiendront la main à ce qu'il soit dressé avec toute l'exactitude possible.

Art. 4. Pour le 15 juillet prochain au plus tard, ces trois états seront transmis à M. le commissaire de district, qui gardera dans ses archives l'un des deux exemplaires du résumé et enverra l'autre au Gouvernement, avec l'état nominatif des propriétaires du bétail, avant le 1^{er} août prochain, après due vérification.

Art. 5. Il sera en outre annexé à ces deux relevés, pour chaque commune, une liste nominative des détenteurs de juments desquelles

Beschluß vom 12. Juni 1894, eine Viehzählung betreffend.

Der Staatsminister, Präsident
der Regierung ;

Nach Einsicht des Art. 63 des Reglements vom 14. Dezember 1861, über die Züchtung der Pferde-, Hornvieh- und Schweinezucht ;

Beschließt :

Art. 1. Eine allgemeine Viehzählung findet vom 1. bis 10. Juli nächsthin, durch Vermittlung der Schöffenkolliegen, in jeder Gemeinde statt. Die Formulare hierzu werden denselben zugestellt.

Art. 2. Die Communal-Behörden sollen mit dieser Zählung nur solche Personen betrauen, von denen eine genaue Aufnahme erwartet werden darf, und denselben anbefehlen, sich von Haus zu Haus zu begeben, um in den Wohnungen der Eigentümer selbst Kenntniß vom Viehbestand zu nehmen.

Art. 3. In jeder Gemeinde soll ein namentliches Verzeichniß der Viehbesitzer mit Angabe der Stückzahl jeder Art ihres Viehbestandes aufgestellt werden ; ferner ein zweites Verzeichniß, welches Ersteres zusammenfaßt und dieselben Angaben nach Gemeindefektionen enthält.

Letzteres Verzeichniß wird in duplo aufgestellt und die Gemeindeverwaltungen haben für die genaueste Anfertigung desselben Sorge zu tragen.

Art. 4. Diese drei Verzeichnisse werden spätestens für den 15. Juli künftig dem Distrikts-Commissär übersandt, welcher eines der beiden Exemplare der Zusammenstellung für sein Archiv behält, und das andere, nebst dem Namensverzeichniß der Viehbesitzer, nach vorheriger Prüfung vor dem 1. August nächsthin der Regierung einzusenden hat.

Art. 5. Diesem Verzeichnisse wird für jede Gemeinde eine Namensliste der Besitzer derjenigen Stuten beigelegt, welche von der Beschälung des

sont nés des poulains provenant de la monte de l'année précédente, avec indication de l'étalon qui a procréé chacun de ces poulains. La valeur de chaque poulain sera également consignée sur cette liste.

Art. 6. Le présent arrêté sera inséré au *Mé-
morial*.

Luxembourg, le 12 juin 1894.

*Le Ministre d'Etat, Président
du Gouvernement,
EISEN.*

Avis. — Téléphones.

Il est porté à la connaissance du public qu'une agence téléphonique vient d'être établie, aux frais de la commune, dans la localité de Berbourg. — Cette agence est ouverte les jours de la semaine de 8 heures du matin à midi, et de 2 à 7 heures du soir; les dimanches et jours légalement fériés, de 8 à 10 heures du matin et de 4 à 6 heures du soir.

Luxembourg, le 11 juin 1894.

*Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.*

Vorjahrs herrührende Füllen geworfen haben und sind hierbei zugleich die Hengste anzugeben, von welchem letztere abstammen. Auch soll der Werth jedes Füllens auf dieser Liste verzeichnet werden.

Art 6. Gegenwärtiger Beschluß soll in's „*Mé-
morial*“ eingerückt werden.

Luxemburg, den 12. Juni 1894

*Der Staatsminister, Präsident
der Regierung,
EISEN.*

Bekanntmachung. — Telephonwesen.

Es wird hiermit zur öffentlichen Kenntniß gebracht, daß auf Kosten der Gemeinde eine Telephonagentur in der Ortschaft Berbourg errichtet wurde. — Diese Agentur ist geöffnet an den Wochentagen von 8 Uhr Morgens bis Mittag, und von 2 bis 7 Uhr Abends; an den Sonn- und gesetzlichen Feiertagen von 8 bis 10 Uhr Morgens, und von 4 bis 6 Uhr Abends.

Luxemburg, den 11. Juni 1894

*Der General-Director der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.*